

RETOUR SUR LES ÉMEUTES DE ROSARNO

Immigrés dans les rets de la mafia calabraise

Avec l'arrivée de la saison agricole, la petite ville italienne de Rosarno se prépare à celle des travailleurs saisonniers. Ceux-là mêmes que les émeutes de janvier 2010 avaient chassés de la ville. Unaniment, les médias avaient alors dénoncé le « racisme » de la population. Un retour sur les lieux permet de découvrir d'autres raisons aux violences.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
CHRISTOPHE VENTURA *

LA CARCASSE d'une voiture carbonisée gît près des grilles de l'ex-Opera Sila. C'est aux portes de cette ancienne usine de transformation d'olives que s'entrevoit la dernière trace de la « révolte de Rosarno ». Le 7 janvier dernier, cette localité agricole calabraise de 16 000 habitants s'est métamorphosée en théâtre d'émeutes après qu'un jeune saisonnier togolais, M. Ayiva Saibou, eut été blessé par les tirs d'un fusil à plomb. Il rentrait des champs d'orangers où 900 travailleurs vivaient entassés dans des conditions sanitaires alarmantes.

« C'en était trop, nous nous sommes soulevés, se souvient l'un d'eux. Mais une partie de la population s'est retournée contre nous et nous a attaqués. » Dépassé par la violence d'une bataille au cours de laquelle les protagonistes se sont affrontés à coups de bâton, de barre de fer et de cocktail Molotov, l'Etat a fini par procéder, le 10 janvier, à l'évacuation en urgence, par bus, de plus de 700 immigrés vers les villes de Crotone et de Bari (1).

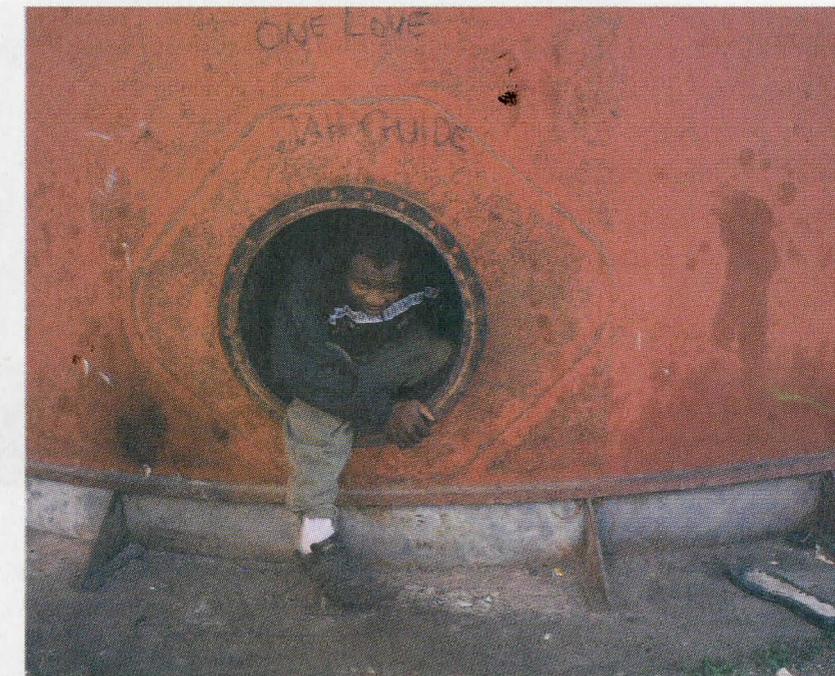
Pourquoi les événements de Rosarno ont-ils éclaté en 2010 alors que la situation économique et les conditions de vie des ressortissants extracommunautaires posent problème depuis la fin des années 1990 ? La presse italienne et internationale n'a perçu dans cette fureur collective qu'une réaction xénophobe. « Emeutes racistes » ; « chasse aux immigrés ». L'Italie,

* Journaliste.

« un pays uni par le racisme », a pu écrire *The Guardian* (10 janvier 2010). Ce seul motif suffit-il à rendre compte d'un tel déchaînement ?

De prime abord, rien ne distingue la situation de Rosarno de celle d'autres zones d'agriculture intensive – l'Andalousie, en particulier (2). Environ 1 600 exploitations de 1,8 hectare en moyenne forment le tissu agricole de la plaine. Dans ce modèle d'exploitation, « la présence d'ouvriers saisonniers est un facteur structurel. En Calabre, 95 % d'entre eux sont recrutés de manière irrégulière », assure M^{me} Giuliana Paciola, de l'Institut national d'économie agraire (INEA).

En 2009, plus de 10 500 travailleurs ghanéens, sénégalais, ivoiriens, nigériens ou maliens, avec ou sans papiers – et d'autres venus des pays de l'Est ayant récemment intégré l'Union européenne – travaillaient dans la région, contre 800 en 1989. Au cours de la seule année 2009, leur nombre a augmenté de 30 %. Le plus souvent clandestins, dépourvus de contrat de travail, payés entre 20 et 25 euros par jour – soit la moitié de ce que perçoit un travailleur régulier local – ou 1 euro par cagette d'oranges, ils s'activent de l'aube au couchant. Le *capo* (chef), qui les embauche à la journée, ponctionne une partie de leurs gains. Intermédiaire entre le propriétaire terrien et l'ouvrier agricole, il est au cœur d'un système de recrutement



EMILIANO MANCUSO. – Expulsion d'immigrés après les affrontements de Rosarno, janvier 2010

largement influencé par une criminalité organisée à laquelle il est souvent lié, notamment dans les grandes exploitations qui emploient une partie importante des *braccianti* (saisonniers) africains.

A partir de 2008-2009, tandis que se concentrait dans la plaine de Gioia Tauro une main-d'œuvre toujours plus nombreuse, exploitée notamment par la 'Ndrangheta (la mafia calabraise), la filière des agrumes entrait dans une crise majeure. « La chute, constante, du prix des oranges d'industrie utilisées pour la transformation en jus – l'essentiel de la production de la plaine – est devenue vertigineuse, descendant jusqu'à 5 centimes d'euros le kilo, explique M. Antonino Inuso, président de la Confédération italienne des agriculteurs (CIA) de la province de Reggio di Calabria. Rien qu'au second semestre 2009, le revenu moyen des agriculteurs de la plaine a diminué de 25 % ».

Baisse des prix mondiaux, forte concurrence des oranges étrangères (notamment en provenance du Brésil), fin du prix garanti par la politique agricole commune (PAC) : tous ces motifs ont contribué à la dégradation de la rentabilité des cultures

trative de la municipalité était soumise aux organisations criminelles », explique M. Bagnato.

Election de maires et de conseillers municipaux amis, prise de contrôle de l'administration, des sociétés de gestion de services... autant de pratiques de la 'Ndrangheta qui s'inscrivent dans une longue tradition. Dans l'agrumiculture, elle impose son prix de vente aux producteurs et contrôle le secteur de la transformation, du transport et de la commercialisation. Toute la filière est corrompue par le monopole mafieux : « Un kilo d'oranges de table, explique M. Bagnato, est vendu 50 centimes par le cultivateur au commerçant. Ce tarif est imposé par la mafia. Aucun agriculteur ne trouvera à vendre sa production plus cher. Dans ce prix, 8 centimes représentent le coût du travail – 4 centimes, lorsque ce dernier s'effectue au noir... En bout de chaîne, ce kilo peut être revendu entre 2 et 2,50 euros au supermarché. »

Ce n'est pas tout. Vétéran de la lutte antimafia et procureur de la République du tribunal de Palmi – dont la juridiction s'étend sur le territoire de la plaine de Gioia Tauro –, M. Giuseppe Creazzo égrène les méthodes qui permettent à la 'Ndrangheta de détourner des fonds publics – régionaux, nationaux et... européens. « Dans le secteur agricole, notamment dans l'oléiculture et l'agrumiculture, l'accaparement des terres permet de mesurer l'appétit des clans, explique-t-il posément. En acquérir et les faire cultiver permet de « blanchir » ses capitaux, mais aussi d'obtenir des fonds publics, en premier lieu de l'Union européenne. » Une activité fort lucrative. En 2007, les autorités italiennes ont détecté en Calabre 451 cas de fraude (aux fonds européens et aux fonds publics de l'Etat) pour un montant de 125 millions d'euros (4).

Evacués, même avec un permis de séjour

IL Y A DEUX ANS, l'Union a modifié les critères d'attribution de ses financements afin de privilégier le revenu des agriculteurs plutôt que le rendement des terres. La superficie et le nombre de pieds d'oranger d'une exploitation ont donc

dans les agrumes diminuait drastiquement. » M. Bagnato confirme : « Après les événements de janvier, la police a pu vérifier que 50 % des travailleurs saisonniers extracommunautaires évacués étaient titulaires d'un permis de séjour et venaient

Evacués, même avec un permis de séjour

LIL Y A DEUX ANS, l'Union a modifié les critères d'attribution de ses financements afin de privilégier le revenu des agriculteurs plutôt que le rendement des terres. La superficie et le nombre de pieds d'oranger d'une exploitation ont donc supplanté la quantité d'oranges produites. « Cette donnée a modifié le système économique et social de Rosarno, analyse M^{me} Paciola. Un hectare cultivé peut donner près de 250 quintaux d'agrumes. Avant le 1^{er} janvier 2008, l'Union européenne apportait une contribution de 10 euros par quintal. Une exploitation moyenne d'un hectare pouvait ainsi recevoir près de 2 500 euros – et beaucoup plus lorsqu'elle fraudait... Dorénavant, chaque exploitation reçoit entre 800 et 1 200 euros, mais cette fois sans possibilité de tricher ! » Une partie de la main-d'œuvre récemment fixée devient donc surnuméraire.

Dans la région, un ouvrier agricole ayant travaillé cinquante et un jours au cours de la saison – cinq jours en cas de catastrophe naturelle – bénéficie d'une indemnité chômage le reste de l'année. Ce mécanisme a lui aussi été détourné par la mafia et par une partie des petits propriétaires terriens : ils déclarent saisonnier qui ne l'est pas (*falsi braccianti*) ou en font travailler d'autres à sa place.

Avec 135 000 ouvriers inscrits à l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale (INPS, l'institution chargée du paiement des prestations sociales), qui verse des indemnités à 75 % d'entre eux (5), la Calabre compte le taux de bénéficiaires le plus élevé du pays... Or, précise M^{me} Paciola, « l'INPS est sortie de sa léthargie et a revu la liste des bénéficiaires de ses indemnités. Elle l'a réduite de moitié depuis 2008. Et les contrôles se sont multipliés. Auparavant, il était avantageux de récolter les oranges pour percevoir les aides communautaires et, parallèlement, de s'adonner à d'autres activités tout en touchant les fonds de l'INPS. »

« La crise économique générale, ajoutée-elle, a poussé vers le sud un nombre important de travailleurs migrants disposant de papiers en règle, mais soudain réduits au chômage par les industries du Nord, au moment même où, dans la plaine de Gioia Tauro, le besoin de main-d'œuvre

dans les agrumes diminuait drastiquement. » M. Bagnato confirme : « Après les événements de janvier, la police a pu vérifier que 50 % des travailleurs saisonniers extracommunautaires évacués étaient titulaires d'un permis de séjour et venaient du Nord où ils avaient perdu leur emploi. La pénurie de travail a poussé ces nomades saisonniers à se sédentariser ici. » Ainsi, à partir de 2008, quatre facteurs se sont télescopés à Rosarno, en partie indépendants les uns des autres, et ont accru les tensions économiques et sociales : la crise du secteur des agrumes, qui a contracté la production locale et affecté le revenu des agriculteurs ; la modification des critères d'attribution des subventions européennes, qui a rendu l'activité moins attractive pour la 'Ndrangheta ; les décisions de l'INPS, qui ont ébranlé un système de revenu falsifié dont bénéficiait une partie de la population ; et, enfin, les premiers effets sur le pays de la crise économique internationale.

Ces divers éléments – et pas seulement le racisme – ont porté à l'incandescence les tensions entre les différents groupes sociaux, notamment les petits agriculteurs et les travailleurs migrants. Mais la 'Ndrangheta continue d'exercer son contrôle sur le territoire. Et d'engranger ses profits sur le dos de tous.

(1) Selon l'agence Ansa reprenant les chiffres de la préfecture de Reggio di Calabria, le 26 avril 2010, le bilan a été de 53 blessés, dont 21 immigrés, 18 agents des forces de l'ordre et 14 habitants des environs.

(2) Lire Pierre Daum et Aurel, « Et pour quelques tomates de plus », *Le Monde diplomatique*, mars 2010.

(3) Cf. Antonello Mangano, *Gli africani salveranno l'Italia*, Rizzoli, Milan, 2010.

(4) Commission parlementaire d'enquête sur le phénomène de la mafia et des autres associations criminelles similaires, « Rapport annuel sur la 'Ndrangheta », 2008, www.camera.it

(5) Cf. Sergio Rizzo et Gian Antonio Stella, « I cinque martiri e i centomila falsi braccianti », *Il Corriere della Sera*, Milan, 29 mai 2010.



Sur le site

Deux éclairages complémentaires peuvent être consultés sur :

www.monde-diplomatique.fr/19817
et www.monde-diplomatique.fr/19818